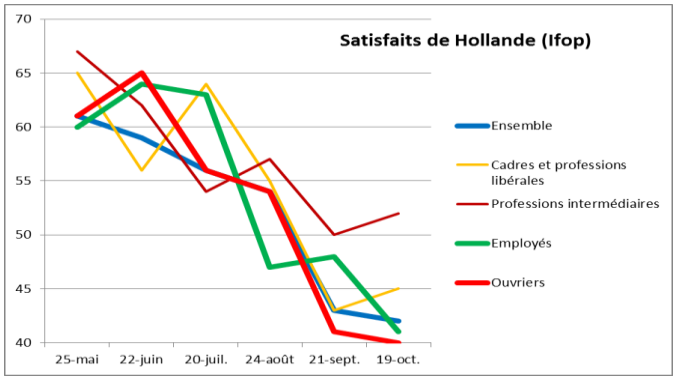
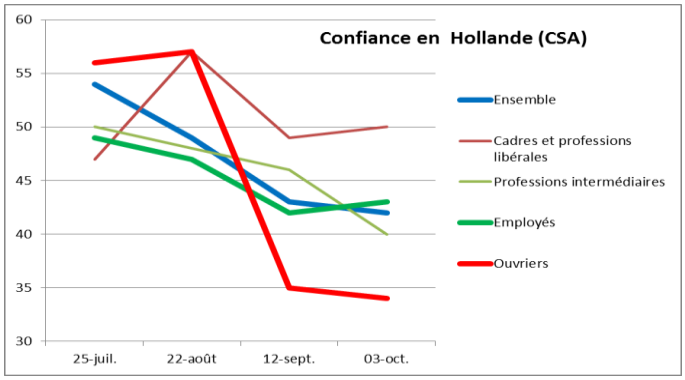
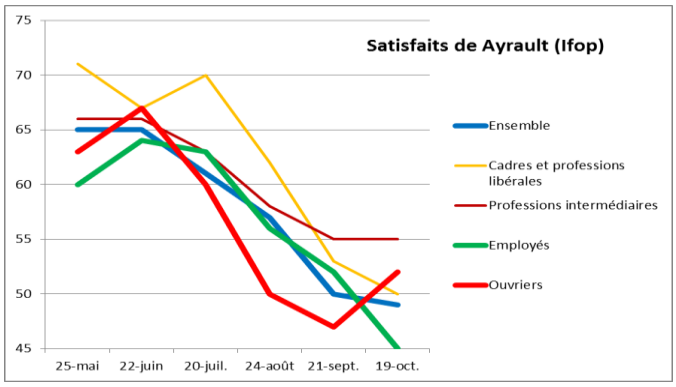
La défiance du prolétariat à l'égard du gouvernement Hollande-Ayrault

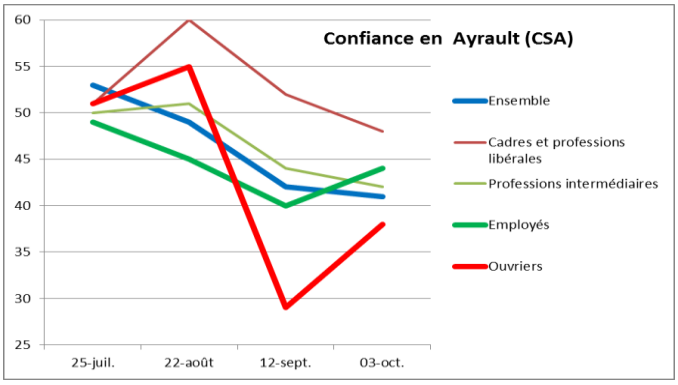
En mai dernier, Hollande avait été élu président par une majorité d'ouvrier-e-s et d'employé-e-s. Une majorité très relative, puisque l'abstention populaire était importante (autour de 30%)[1] et que Hollande n'avait recueilli que 55% des suffrages environ auprès des ouvriers et employés au 2ème tour[2], et 25% au 1er tour[3]. Ainsi, en tenant compte de l'abstention, des votes blancs, et des non-inscrits sur les listes électorales, seul un tiers des ouvriers et employés avaient voté pour Hollande au second tour. On était loin, très loin, des fantasmes évoquant une déferlante prolétarienne se saisissant du vote Hollande pour virer Sarkozy.

Après son élection, Hollande a, comme tous les présidents, bénéficié d'un état de grâce dans toutes les couches de la population, y compris chez les ouvriers et employés avec 60% environ se déclarant « satisfaits » de Hollande et Ayrault. Il y avait également un espoir que Hollande mènerait une politique qui, sans changer la vie (contrairement aux illusions de 1981), serait différente de celle de Sarkozy, moins axée sur l'austérité, et plus sur l'emploi, les salaires, et la justice sociale. Mais ces espoirs ont été vite déçus quand le gouvernement a laissé faire comme avant les plans de licenciement, et a fait voter un budget d'austérité dans la foulée de la ratification du traité Merkozy qu'il avait prétendu vouloir « renégocier ». Les quelques mesures symboliques allant dans le sens de la « justice sociale » n'ont pas caché bien longtemps les renoncements (face aux patrons « pigeons ») et le fait que Hollande menait sur l'essentiel la même politique que Sarkozy. Pire, chacun devient chaque jour plus conscient que le pire est devant nous, avec l'accentuation des coupes dans les dépenses publiques, la baisse du « coût du travail » (c'est-à-dire nos salaires !), la flexibilisation du marché du travail, pour que les capitalistes regagnent en « compétitivité ». La crise structurelle du système capitaliste impose l'accentuation de ces politiques anti-ouvrières, et les marges de manœuvres de la bourgeoisie française sont tellement faibles que le gouvernement de « gauche » ne peut déjà plus faire illusion.









---

[1] Sur l'abstention par catégories sociales, on pourra se reporter aux analyses de *Viavoice* : http://www.institut-viavoice.com/docs/Presidentielle2012_Post-electoral_premier-tour.pdf et http://www.institut-viavoice.com/viavoice/images/stories/pdf/presidentielle-2012-post-electoral-second-tour.pdf

[2] 54% selon l'enquête qui s'est faite sur le plus gros échantillon (http://opinionlab.opinion-way.com/dokumenty/Sondage_jour_de_vote_T2_SOCIOLOGIE_DU_VOTE_2_1.pdf) et jusqu'à 60% pour une enquête CSA pour L'Humanité (http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2012/opi20120506-sondage-jour-du-vote-le-vote-des-categories-populaires-au-second-tour.pdf)

[3] *Cf.* notre article « Élection présidentielle : Quelques données sociologiques sur les résultats du premier tour » sur http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=359

La baisse de popularité du gouvernement a été la plus importante dans les milieux populaires. Alors que les cadres supérieurs sont toujours majoritairement satisfaits du gouvernement, ce n'est plus le cas des ouvriers et des employés. La chute est spectaculaire (20 points environ), puisqu'à peine 40% d'entre eux font encore confiance au gouvernement.

De façon plus structurelle, le discrédit de la « gauche » peut aussi s'observer à l'aune d'un sondage sur l'auto-positionnement des Français sur un axe « gauche-droite »[4]. Traditionnellement, on associait la « gauche » aux ouvriers et employés, et la « droite » aux patrons et cadres supérieurs. Aujourd'hui, ces associations sont caduques, et même en partie inversées ! Moins de 30% des ouvriers et des employés se positionnent à « gauche » à la différence de 40% des professions libérales et cadres supérieurs. Les ouvriers et les employés se classent toujours très peu à droite et au centre ; en revanche, ils sont 40% (contre 14% des professions libérales et cadres supérieurs) à se positionner « ni à gauche, ni à droite », et malheureusement près de 10% (12% chez les ouvriers et 6% chez les employés) à se classer « très à droite », alors qu'ils sont moins de 5% à se classer « très à gauche ».

Le rejet croissant du gouvernement Hollande-Ayrault ne profite pas aux forces politiques situées à la « gauche » du PS. Dans un sondage récemment publié sur les intentions de vote à l'élection présidentielle si elle avait lieu aujourd'hui[5], Hollande ferait à peu près le même score que le 22 avril (28%) – mais avec un électorat encore moins populaire qu'en avril puisque 17% des ouvriers voteraient pour lui contre 38% des cadres supérieurs –, Mélenchon ferait 1 point de moins (10%) et l'extrême gauche ne sortirait pas de sa marginalité (2% cumulés pour Poutou et Arthaud). Les seules forces qui profiteraient (de façon modeste) de l'impopularité du gouvernement seraient l'UMP (29,5%) et le FN (19,5% dont 38% du vote ouvrier et 25% du vote employé). Au second tour, Hollande et Sarkozy seraient *ex aequo* (50-50), et Hollande serait même minoritaire chez les ouvriers et employés (49%).

Le tableau de la situation est assez limpide. Le prolétariat n'a plus beaucoup d'illusion dans les deux grandes forces politiques du « système ». Il renvoie dos à dos la « gauche » et la « droite » du capital qui ont gouverné en alternance dans l'intérêt des patrons. Une petite partie se tourne vers les réformistes du Front de gauche, alors qu'une partie beaucoup plus importante se tourne vers l'extrême-droite, qui prospère sur la faillite des organisations ouvrières à incarner un projet crédible de défense de leurs intérêts en rupture avec le système. La conjugaison de la colère et du désespoir nourrissent le front national, qui pourrait encore monter bien plus haut avec la dégradation future des conditions de vie des travailleurs.

Pour sortir de sa marginalité, le NPA ne doit pas édulcorer son discours, avancer des mots d'ordre radicaux abstraits, tout en signant des appels sur la base du programme keynésien du Front de gauche et des associations citoyennistes[6]. Le NPA ne doit pas être « plus à gauche » que le Front de gauche, mais incarner une alternative révolutionnaire à tout ce système pourri, avec ses patrons, ses politiciens, et ses bureaucrates. Les conditions matérielles qui permettent de socialiser le système de production sont réunies depuis bien longtemps. Il faut réunir les conditions subjectives, ce qui pose la question de l'organisation, pour convaincre une majorité du prolétariat que la révolution est possible et nécessaire.

Gaston Lefranc

---

[4] Cf. http://www.ifop.com/media/poll/2023-1-study_file.pdf
[5] Cf. http://www.ifop.com/media/poll/2014-1-study_file.pdf
[6] La direction du NPA doit cesser d'appliquer sa ligne de « front avec le Front », en signant tous les appels pourris qui déclinent le programme du Front de gauche, comme l'appel « *Non à l'austérité permanente, Refusons le Pacte budgétaire, ouvrons le débat en Europe !* ».